

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200213]

19 DECEMBRE 2012. — Décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et objet

Article 1^{er}. Au sens du présent décret on entend par :

1° les travailleurs défavorisés : les personnes qui, avant leur premier engagement dans une entreprise d'insertion agréée ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé, sont inscrites comme demandeuses d'emploi inoccupées auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le FOREm, ou de l'« Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft », créé par le décret du 17 janvier 2000 portant création d'un Office de l'Emploi en Communauté germanophone, ci-après dénommé « Arbeitsamt der D.G. » et :

a) soit bénéficient d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion, du revenu d'intégration sociale ou d'une aide sociale, ou encore ne bénéficient d'aucun revenu, depuis au moins six mois;

b) soit sont âgées de plus de cinquante ans;

c) soit sont chefs de famille d'une famille monoparentale;

d) soit se voient proposer, par l'entreprise d'insertion agréée, un contrat de travail dans un secteur ou une profession dans lesquels le déséquilibre des sexes est supérieur d'au moins 25 pour cent au déséquilibre moyen des sexes dans l'ensemble des secteurs économiques et font partie du sexe sous-représenté;

e) soit peuvent être discriminées de manière directe ou indirecte :

- au sens de l'article 3 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination, entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation et qui ont besoin de renforcer leur formation linguistique, leur formation professionnelle ou leur expérience professionnelle pour augmenter leurs chances d'obtenir un emploi durable et de qualité ou

- au sens de l'article 3 du décret de la Communauté germanophone du 19 mars 2012 visant à lutter contre certaines formes de discrimination et qui ont besoin de renforcer leur formation linguistique, leur formation professionnelle ou leur expérience professionnelle pour augmenter leurs chances d'obtenir un emploi durable et de qualité;

f) soit sont en possession d'une décision d'octroi de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées d'une aide à la formation ou à l'emploi, prise en vertu des dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ou d'une décision similaire prise en matière d'aide à la formation ou à l'emploi des personnes handicapées par le « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung », créé par le décret de la Communauté germanophone du 19 juin 1990 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour les Personnes handicapées;

g) soit étaient des personnes visées par l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou par le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle avant leur inscription comme demandeuses d'emploi;

2° les travailleurs gravement défavorisés : les personnes visées au 1° et qui bénéficient d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion, du revenu d'intégration sociale ou d'une aide sociale, ou encore ne bénéficient d'aucun revenu, depuis au moins vingt-quatre mois;

3° le chef d'entreprise : la personne physique engagée pour la gestion quotidienne de l'entreprise d'insertion, mission qu'elle est habilitée à exercer par le conseil d'administration de l'entreprise d'insertion dans le cadre exclusif d'un contrat de travail conclu pour un mi-temps minimum et pour laquelle elle perçoit un salaire à l'exclusion de tout autre revenu ou avantage perçu à un autre titre, à charge de l'entreprise d'insertion agréée;

4° l'accompagnement social : le service d'intérêt économique général, ci-après dénommé S.I.E.G., tel que visé aux articles 14 et 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que dans le Protocole n° 26 y attaché, effectué par un ou des accompagnateurs sociaux, avec les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, en ce compris les travailleurs visés par l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale actifs au sein de l'entreprise d'insertion agréée, dans la perspective :

a) de favoriser l'insertion durable et de qualité de ces travailleurs au sein de l'entreprise d'insertion agréée ou de toute autre entreprise;

b) de développer leur autonomie sur le marché du travail et de les aider, dans le cadre d'activités ou d'entretiens individuels ou collectifs, d'ordre psycho-social, à surmonter les difficultés ou les freins qu'ils rencontrent, dans leur insertion durable et de qualité ou qui pourraient obérer leurs chances de maintien dans l'emploi;

c) d'encourager et de soutenir leurs démarches de valorisation des compétences professionnelles acquises;

5° les accompagnateurs sociaux : les personnes, sous contrat de travail au sein de l'entreprise d'insertion, dont les activités exercées dans le cadre de leur fonction d'accompagnateur social relèvent exclusivement de l'accompagnement social;

6° le R.G.E.C. : le Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), *J.O.U.E.*, n° L 214/3, du 9 août 2008;

7° le Règlement de minimis pour les S.I.E.G. : le Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, *J.O.U.E.*, n° L 114/8, du 26 avril 2012;

8° l'effectif de référence : le nombre moyen de travailleurs salariés, calculé en équivalents temps plein, ayant travaillé au sein de l'entreprise d'insertion agréée, sur base des quatre trimestres qui précèdent la date de l'agrément de celle-ci;

9° les pouvoirs locaux :

a) les communes;

b) les associations de communes;

c) les centres publics d'action sociale;

d) les associations de centres publics d'action sociale;

e) les intercommunales;

- f) les régies communales autonomes;
- g) les provinces;
- h) les associations de provinces;
- i) les régies provinciales;

10° les agences locales pour l'emploi : les agences locales pour l'emploi instaurées par les articles 8 et *8bis* de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Le Gouvernement est habilité à :

1° déterminer, sur proposition de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique visé à l'article 8 du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique et après avis du Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes tel qu'institué par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, la liste des secteurs et professions visés au *littera d)* du point 1°, de l'alinéa 1^{er};

2° déterminer les catégories de personnes assimilables à celles visées au *littera f)* du point 1°, de l'alinéa 1^{er};

3° déterminer le profil des accompagnateurs sociaux visés au point 5°, de l'alinéa 1^{er};

4° déterminer, dans le respect du R.G.E.C., les modalités de calcul de l'effectif de référence visé au point 8°, de l'alinéa 1^{er} ;

5° modifier l'énumération visée au point 9°, de l'alinéa 1^{er}, compte tenu des modifications législatives en matière de pouvoirs subordonnés.

CHAPITRE II. — *L'agrément*

Art. 2. § 1^{er}. Pour être agréée et utiliser la dénomination « entreprise d'insertion », l'entreprise d'insertion s'inscrit dans le respect des principes de l'économie sociale tels que définis à l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et, dans ce cadre, répond aux conditions suivantes :

1° être une personne morale constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société coopérative à responsabilité limitée ou un groupement d'intérêt économique;

2° avoir le statut de société commerciale à finalité sociale au sens de l'article 661 du Code des sociétés;

3° avoir pour activité la production de biens ou de services, tout en poursuivant, en tant que S.I.E.G., un but social d'insertion durable et de qualité de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés;

4° compter comme membres de son conseil d'administration exclusivement des personnes physiques n'étant ni conjoints ni cohabitants légaux d'autres administrateurs au sein dudit conseil et n'ayant entre elles aucun lien de parenté aux premier et deuxième degrés, avec un minimum de cinq personnes;

5° être :

a) soit une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I^{re} du R.G.E.C.;

b) soit une entreprise dont le capital social ou les droits de vote sont détenus majoritairement par des pouvoirs locaux ou des agences locales pour l'emploi au sens des points 9° et 10° de l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} ;

c) soit une grande entreprise qui n'est plus une petite ou moyenne entreprise au sens du point 5°, a), parce que :

- soit elle regroupe plusieurs sociétés à finalité sociale liées entre elles par un actionariat commun;

- soit elle a dans son actionariat une entreprise de travail adapté, au sens du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et/ou une association sans but lucratif agréée par le Gouvernement pour une mission d'insertion socioprofessionnelle d'un public précarisé et, ce faisant, dépasse les 250 travailleurs équivalents temps plein;

- soit elle remplit les conditions visées aux premier et second tirets;

6° s'engager à compter, dans les quatre ans qui suivent l'agrément, au moins 50 pour cent de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés parmi les personnes occupées dans les liens d'un contrat de travail;

7° démontrer la pertinence de son activité et sa viabilité économique et ce, en recourant, le cas échéant, aux services des Agences-Conseil en économie sociale telles que visées par le décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale ou aux conseils agréés conformément à la section 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

8° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'entreprise d'insertion agréée, des personnes qui :

a) se sont vu interdire l'exercice de telles fonctions en vertu de la législation relative à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

b) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite, en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du Code des sociétés;

c) ont été privées de leurs droits civils et politiques;

d) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été condamnées pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité de l'entreprise d'insertion agréée;

9° ne pas être en infraction dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de son activité;

10° avoir un siège social ou un siège principal d'activités, sur le territoire de la Région wallonne;

11° ne pas avoir de dette exigible envers l'Union européenne, l'Etat, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région, le FOREm, l'Arbeitsamt der D.G., la Société wallonne d'Économie sociale marchande, ci-après dénommée la « SOWECSOM », l'Office national de la Sécurité sociale, un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci, sauf si elle bénéficie, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, d'un plan d'apurement dûment respecté;

12° respecter les conventions collectives conclues au sein de la commission paritaire compétente;

13° respecter une tension salariale modérée qui ne pourra excéder, sur base d'un équivalent temps plein et à ancienneté barémique équivalente selon les barèmes en vigueur au sein de la ou des commission(s) paritaire(s) concernée(s), un rapport de un à quatre entre la rémunération la plus basse d'un travailleur engagé par l'entreprise d'insertion agréée et la rémunération la plus élevée, le plus souvent celle du chef d'entreprise de l'entreprise d'insertion agréée;

14° respecter les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

15° conclure une convention avec le FOREm ou l'Arbeitsamt der D.G., dans le cadre de laquelle ces derniers s'engagent à apporter leur expertise pour la conception et, le cas échéant, la mise en œuvre du plan de formation et d'insertion professionnelles, élaboré par l'entreprise d'insertion agréée, à destination des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, et en concertation avec eux ainsi qu'avec le ou les accompagnateurs sociaux;

16° ne pas faire partie d'un des secteurs exclus du bénéfice des aides d'état conformément au R.G.E.C.;

17° s'engager à respecter, en ce qui concerne les travailleurs, la notion d'emploi convenable au sens de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage à la charte de l'assuré social et de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage à la charte de l'assuré social.

En cas de coexistence d'un administrateur délégué et d'un chef d'entreprise, les émoluments, à charge d'une ou plusieurs entreprises d'insertion, perçus par l'administrateur délégué, ne pourront excéder, sur base d'un équivalent temps plein et à ancienneté barémique équivalente selon les barèmes en vigueur au sein de la ou des commission(s) paritaire(s) concernée(s), un rapport de un à quatre entre la rémunération la plus basse d'un travailleur engagé au sein de l'entreprise d'insertion ou des entreprises d'insertion dans lesquelles l'administrateur délégué exerce son mandat et la rémunération la plus élevée.

La demande d'agrément, telle que précisée par le Gouvernement, mentionne en outre la répartition des missions entre l'éventuel administrateur délégué et le chef d'entreprise.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, peuvent siéger au conseil d'administration en tant que personnes morales les investisseurs institutionnels et, notamment, la SOWECSOM.

Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités d'application liées aux points 6°, 7°, 10°, 12°, 13°, 15° et 16° de l'alinéa 1^{er}.

Il peut également préciser les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'entreprise d'insertion qui a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, démontre qu'elle répond à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret.

L'entreprise d'insertion qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen démontre qu'elle répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'entreprise d'insertion qui sollicite un agrément.

L'entreprise d'insertion qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen satisfait aux conditions d'agrément déterminées par le présent décret et apporte la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'entreprise d'insertion qui sollicite un agrément.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application des alinéas 1^{er}, 2 et 3.

Art. 3. L'agrément peut être accompagné d'un mandat chargeant l'entreprise d'insertion de la gestion d'un S.I.E.G.

Après avis de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale, instituée par le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, l'agrément est accordé pour une durée de deux ans. Il peut être renouvelé pour une période de quatre ans à l'expiration de laquelle l'agrément peut être octroyé par tacite reconduction pour des périodes de quatre années successives.

L'agrément en tant qu'entreprise d'insertion ne peut être cumulé avec un agrément en tant qu'entreprise de travail adapté au sens du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ou d'un agrément en tant qu'organisme équivalent en Communauté germanophone.

Lorsqu'une entreprise d'insertion cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'agrément peut être suspendu ou retiré.

Le Gouvernement détermine les modalités du mandat et la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément.

CHAPITRE III. — *Les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés*

Art. 4. Le Gouvernement peut assimiler, dans le respect de l'article 2, 18) et 19), du R.G.E.C., certaines situations que rencontrent les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés à des périodes de bénéfice d'allocations de chômage ou d'insertion, d'allocations d'insertion, du revenu d'intégration ou d'une aide sociale.

La situation des personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, est appréciée la veille de la prise d'effet de l'attestation visée à l'article 7.

Art. 5. Les personnes qui, la veille du transfert de l'entreprise qui les emploie, dans le cadre du présent décret, étaient occupées dans les liens d'un contrat de travail conclu avec une entreprise agréée dans le cadre du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées ou dans le cadre du décret du 18 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et, dans ce cadre, donnaient ou avaient donné lieu à l'octroi de subventions sont assimilées, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à des travailleurs défavorisés si elles restent occupées par les mêmes employeurs.

Les personnes qui étaient occupées dans les liens d'un contrat de travail conclu dans l'année qui précède l'entrée en vigueur du présent décret avec une entreprise qui n'était pas agréée dans le cadre du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées ou dans le cadre du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées, mais qui remplit les conditions du présent décret et introduit une demande d'agrément dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret, sont assimilées, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à des travailleurs défavorisés si elles restent occupées par la même entreprise et pour autant qu'elles aient répondu à la définition de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés lors de leur engagement au sein de cette entreprise et que cette dernière obtienne son agrément dans le cadre du présent décret.

Art. 6. Le Gouvernement peut, dans le respect de l'article 2, 18) et 19), du R.G.E.C., étendre ou restreindre les catégories de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés ainsi que les périodes assimilées à des périodes de bénéfice d'allocations de chômage ou d'insertion, d'allocations d'insertion, du revenu d'intégration ou d'une aide sociale.

Dans ce cas, sa décision motivée prend en considération, soit l'évolution structurelle du chômage, soit les secteurs d'activités concernés, soit la réglementation européenne, soit les modifications apportées :

1° à l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ainsi qu'aux arrêtés ministériels portant exécution de celui-ci;

2° à la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité et à ses arrêtés d'exécution;

3° à la réglementation relative à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer prise en vertu de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale;

4° à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

5° à la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

6° aux législations et réglementations adoptées à l'initiative des membres du Gouvernement ou du Gouvernement de la Communauté germanophone en ce qui concerne :

a) les pouvoirs subordonnés tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, ci-après dénommée « la loi »;

b) la politique de l'emploi telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi;

c) l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7°, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

7° le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

8° les législations et réglementations de la Communauté germanophone en matière d'action sociale et de santé.

Art. 7. Le Gouvernement détermine le modèle d'attestation permettant de certifier que les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés sont dans les conditions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, en tenant compte des assimilations visées aux articles 4 et 5 ainsi que les modalités de délivrance et de validité de celle-ci.

CHAPITRE IV. — *Les subventions*

Art. 8. Dans les limites budgétaires fixées annuellement, le Gouvernement peut octroyer à l'entreprise d'insertion agréée une subvention destinée à favoriser l'insertion durable et de qualité des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés pour une durée déterminée ou indéterminée.

La subvention est d'un montant de 18.000 euros maximum par travailleur défavorisé et de 36.000 euros maximum par travailleur gravement défavorisé. Cette subvention est octroyée selon les modalités déterminées par le Gouvernement en fonction, notamment, de la commission paritaire dont dépend le travailleur de l'entreprise d'insertion et de la catégorie d'entreprise au sens de l'article 2, § 1^{er}, 5°.

La subvention respecte les dispositions du R.G.E.C. relatives au coût salarial, aux coûts admissibles et à l'intensité de l'aide ainsi que les règles de cumul d'aides visées à l'article 7 du R.G.E.C.

Art. 9. Le Gouvernement peut octroyer à l'entreprise d'insertion mandatée de la gestion d'un S.I.E.G. une subvention destinée à une mission d'accompagnement social des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés.

Cette subvention, d'un montant de 100.000 euros maximum, est notamment proportionnelle au nombre de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, et calculé en équivalents temps plein.

Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, pour le calcul de cette subvention, sont assimilés à des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, les travailleurs occupés depuis douze mois maximum sous contrat de travail au sein de l'entreprise d'insertion, à la date d'introduction de la première demande d'agrément en tant qu'entreprise d'insertion, et qui, au moment de leur premier engagement au sein de l'entreprise d'insertion, répondaient à la définition de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés.

La subvention est octroyée conformément au Règlement de minimis pour les S.I.E.G.

Le Gouvernement est habilité à déterminer et préciser les modalités d'application liées aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Art. 10. Durant la période d'octroi des subventions, l'entreprise d'insertion agréée voulant obtenir une subvention :

1° apporte la preuve du respect des engagements pris en vertu de l'article 2;

2° respecte les obligations liées au statut de société à finalité sociale;

3° apporte la preuve que la subvention respecte les dispositions du Règlement de minimis pour les S.I.E.G.;

4° a une comptabilité conforme au plan comptable minimum normalisé de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

5° octroie aux travailleurs, sans préjudice d'une rémunération conventionnelle qui leur est plus favorable, une rémunération au moins égale à celle fixée par les conventions collectives de travail conclues au niveau interprofessionnel, sectoriel, sous-sectoriel ou au niveau de l'entreprise, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres avantages applicables chez ces employeurs;

6° augmente, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 40 du R.G.E.C., le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence et maintient cette augmentation pendant une période de minimum trois ans au-delà de la période d'octroi de l'aide, telle que définie à l'article 8;

7° satisfait aux obligations prévues par les législations et réglementations sociales, fiscales, environnementales et celles qui régissent l'exercice de son activité ou s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente;

8° dispose, en ce qui concerne les sociétés coopératives à responsabilité limitée à finalité sociale, d'un capital de départ minimum de 18.600 euros;

9° n'est pas une entreprise en difficulté financière à savoir :

a) s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée, lorsque plus de la moitié de son capital social a disparu, plus du quart de ce capital ayant été perdu au cours des douze derniers mois, ou

b) s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, ont disparu, plus du quart de ces fonds ayant été perdus au cours des douze derniers mois, ou

c) pour toutes les formes d'entreprise, lorsqu'elle remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité;

10° engage les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés dans les liens d'un contrat de travail conclu à temps plein ou à temps partiel égal au moins à un mi-temps, pour une durée déterminée, à condition qu'il donne lieu dans les six mois à un contrat à durée indéterminée, pour une durée indéterminée ou en vue d'un remplacement conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

11° donne une information large sur tous les éléments des décisions d'octroi de subventions, des motifs et modalités de liquidation des subventions accordées au conseil d'entreprise, à la délégation syndicale ou, à défaut, aux travailleurs concernés;

12° remet chaque année, au plus tard pour le 15 juillet de l'année qui suit l'activité rapportée, un rapport aux services que le Gouvernement désigne;

13° est affiliée à un secrétariat social agréé et bénéficie pour ce faire d'une subvention annuelle d'un montant maximal de 1.500 euros destinée à fournir aux services que le Gouvernement désigne les données probantes nécessaires au maintien et à la liquidation des subventions visées aux articles 8 et 9;

14° ne fait pas l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché commun;

15° propose à ses administrateurs et à son personnel d'encadrement une offre de formation visant à soutenir leurs missions et leur prise de responsabilités au sein de l'entreprise d'insertion.

En complément au point 9° de l'alinéa 1^{er}, une entreprise d'insertion constituée en société depuis moins de trois ans n'est pas considérée comme étant en difficulté en ce qui concerne cette période, à moins qu'elle ne remplisse les conditions énoncées au premier alinéa, point c).

Par dérogation au point 13° de l'alinéa 1^{er}, l'entreprise d'insertion agréée visée à l'article 2, § 1^{er}, 5°, b), peut faire appel à un service de gestion des ressources humaines dépendant d'un pouvoir local au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9°, et bénéficier pour ce faire d'une subvention d'un montant maximal de 1.500 euros destinée à fournir aux services que le Gouvernement désigne les données probantes nécessaires au maintien et à la liquidation des subventions visées aux articles 8 et 9.

Par dérogation au point 13° de l'alinéa 1^{er}, l'entreprise d'insertion agréée en vertu du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées ou, le cas échéant, en vertu du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées qui disposait, depuis minimum 6 mois avant l'entrée en vigueur du présent décret, d'un service de secrétariat social interne et qui apporte les garanties qu'elle est en mesure de fournir aux services que le Gouvernement désigne les données probantes nécessaires au maintien et à la liquidation des subventions visées aux articles 8 et 9 peut utiliser ce service pour fournir ces données selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement est habilité à déterminer et préciser les modalités d'application liées aux points 1°, 2°, 3°, 6°, 12° et 15° de l'alinéa 1^{er}.

Art. 11. Les subventions visées aux articles 8 et 9 sont indexées, en janvier de chaque année, en multipliant la valeur de celles-ci l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente.

Toutefois, cette indexation ne peut être supérieure au taux de croissance du crédit budgétaire de l'année en cours afférent aux subventions visées aux articles 8 et 9.

Art. 12. Les modalités de liquidation des subventions visées aux articles 8, 9, 10, alinéa 1^{er}, 13°, et alinéa 3, sont déterminées par le Gouvernement.

Les subventions ne peuvent pas être liquidées en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise d'insertion agréée.

Art. 13. L'entreprise d'insertion agréée introduit sa demande de subventions selon les formes et les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine la procédure, les modalités d'instruction et d'évaluation des demandes de subventions par les services qu'il désigne.

Le Gouvernement prend les décisions à l'égard des demandes de subventions selon les modalités qu'il détermine.

CHAPITRE V. — *Contrôle, surveillance et récupération*

Art. 14. En cas de non-respect des obligations édictées en vertu du présent décret ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine :

1° suspendre tout ou partie des subventions pendant un délai permettant à l'entreprise d'insertion agréée de se conformer aux obligations non rencontrées;

2° rapporter tout ou partie des subventions proportionnellement aux infractions constatées;

3° retirer la décision d'octroi de subventions;

4° retirer la décision d'octroi de subventions et demander à l'entreprise d'insertion agréée le remboursement de tout ou partie de celles-ci.

Le Gouvernement fixe la procédure de récupération des subventions indûment liquidées.

Cette récupération est effectuée par les services qu'il désigne par toutes voies de droit en ce compris la compensation.

Art. 15. Les subventions sont également remboursées :

1° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise d'insertion agréée;

2° en cas de fourniture, sciemment ou non, par l'entreprise d'insertion agréée de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des subventions, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déroger à l'article 14 en maintenant les subventions :

1° dans le cas où le non-respect par l'entreprise d'insertion agréée des conditions visées aux articles 2 et 10 est dû à des circonstances étrangères à celui qui les invoque, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées;

2° dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XI du Code des sociétés, ainsi qu'en cas visés par la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, si l'activité économique de l'entreprise d'insertion agréée est poursuivie en Région wallonne et si les subventions obtenues ainsi que les travailleurs sont transférés dans une autre entreprise d'insertion agréée.

§ 2. Le Gouvernement peut déroger à l'article 14 :

1° dans les cas où les faits donnant lieu à restitution ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de l'entreprise d'insertion agréée ou de ses actionnaires, en limitant, le remboursement des subventions selon les critères qu'il détermine;

2° en renonçant à tout ou partie du remboursement des subventions lorsque le coût lié à la récupération de celles-ci risque d'être supérieur à leurs montants.

Art. 17. Le Gouvernement remet, annuellement, au Conseil wallon de l'Economie sociale et au Parlement wallon, selon des modalités qu'il détermine, un rapport quantitatif et qualitatif sur l'exécution du présent décret, qu'il décline, au sens du R.G.E.C., pour la Commission européenne.

Art. 18. Le contrôle et la surveillance du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés selon les modalités déterminées par le Gouvernement et par les services qu'il désigne.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives abrogatoires transitoires et finales*

Art. 19. Le point 1° de l'alinéa 1^{er} de l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale est remplacé par la disposition suivante :

« 1° le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion; ».

Art. 20. Le littéra a), du point 1° de l'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« a) le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion; ».

Art. 21. Le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées est abrogé.

Art. 22. Les entreprises d'insertion agréées en vertu du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées ou dans le cadre du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées continuent à bénéficier des dispositions desdits décrets pendant la durée de leur agrément jusqu'à la notification de la décision relative à leur demande d'agrément dans le cadre du présent décret, pour autant qu'elles introduisent un dossier complet de demande d'agrément en vertu du présent décret endéans les six mois à dater de l'entrée en vigueur de celui-ci.

Les entreprises d'insertion agréées en vertu du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées ou dans le cadre du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et dont l'agrément prend fin endéans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret continuent à bénéficier des dispositions desdits décrets jusqu'à la fin de leur agrément et bénéficient, le cas échéant, d'une prise d'effet rétroactive de leur agrément dans le cadre du présent décret pour autant qu'elles introduisent un dossier complet de demande d'agrément en vertu du présent décret endéans les trois mois à dater de l'entrée en vigueur de celui-ci et qu'elles en respectent effectivement les conditions d'agrément.

Art. 23. Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur du présent décret et au plus tard le 31 janvier 2013. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 679 (2012-2013) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 décembre 2012.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/200213]

19. DEZEMBER 2012 — Dekret über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen und Gegenstand*

Art. 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1° "benachteiligte Arbeitnehmer": die Personen, die vor ihrer ersten Einstellung in einem zugelassenen Eingliederungsbetrieb kein Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder gleichgestelltes Diplom besitzen, die bei dem "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), nachstehend "FOREm" genannt, oder bei dem durch das Dekret vom 17. Januar 2000 zur Schaffung eines Arbeitsamtes in der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschaffenen "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft", nachstehend "Arbeitsamt der D.G." genannt, als Arbeitsuchende eingetragen sind, und die:

a) entweder seit mindestens sechs Monaten Arbeitslosengeld, Eingliederungszulagen, das soziale Eingliederungseinkommen oder eine soziale Beihilfe beziehen, oder auch sonst kein Einkommen beziehen;

b) oder älter als fünfzig Jahre sind;

c) oder Familienoberhaupt einer Ein-Elternteil-Familie sind;

d) oder durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb einen Arbeitsvertrag in einem Wirtschaftszweig oder einem Beruf vorgeschlagen bekommen, in dem das Ungleichgewicht zwischen Männern und Frauen mindestens 25 Prozent höher ist als das durchschnittliche, in allen Wirtschaftszweigen insgesamt verzeichnete Ungleichgewicht zwischen Männern und Frauen, und zu der betreffenden Minderheit gehören;

e) oder auf direkte oder indirekte Weise diskriminiert werden könnten:

- im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, einschließlich der Diskriminierung zwischen Männern und Frauen in Sachen Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung, und ihre sprachliche Ausbildung, ihre berufliche Ausbildung oder ihre berufliche Erfahrung zu erweitern brauchen, um ihre Chancen zu verbessern, eine dauerhafte, qualitativ wertvolle Beschäftigung zu erwerben, oder

- im Sinne von Artikel 3 des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, und ihre sprachliche Ausbildung, ihre berufliche Ausbildung oder ihre berufliche Erfahrung zu erweitern brauchen, um ihre Chancen zu verbessern, eine dauerhafte, qualitativ wertvolle Beschäftigung zu erwerben;

f) oder über einen aufgrund der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit gefassten Beschluss der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) zur Gewährung einer Ausbildungs- oder Beschäftigungsbeihilfe oder über einen vergleichbaren, von der "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (die durch das Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung geschaffen wurde) in Sachen Ausbildungs- oder Beschäftigungsbeihilfe gefassten Beschluss verfügen;

g) oder vor ihrer Eintragung als Arbeitsuchende Personen waren, die in Artikel 60, § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die Sozialhilfezentren oder im Dekret vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms genannt werden;

2° "stark benachteiligte Arbeitnehmer": die unter 1° erwähnten Personen, die seit mindestens vierundzwanzig Monaten Arbeitslosengeld, Eingliederungszulagen, das soziale Eingliederungseinkommen oder eine soziale Beihilfe beziehen, oder auch sonst kein Einkommen beziehen;

3° "Betriebsleiter": die zur tagtäglichen Verwaltung des Eingliederungsbetriebs eingestellte natürliche Person - eine Aufgabe, zu deren Erledigung sie durch den Verwaltungsrat im ausschließlichen Rahmen eines wenigstens für Halbzzeitleistungen abgeschlossenen Arbeitsvertrags befugt ist, und für die sie zu Lasten des zugelassenen Eingliederungsbetriebs einen Lohn empfängt unter Ausschluss jeglichen sonstigen, in einer anderen Eigenschaft erhaltenen Einkommens oder Vorteils;

4° "soziale Betreuung": eine Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse, nachstehend DAWI genannt, so wie sie in den Artikeln 14 und 106, § 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und in dem ihm beigefügten Protokoll Nr. 26 erwähnt ist, und die von einem oder mehreren sozialen Betreuer(n) bei benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmern ausgeführt wird, einschließlich der Arbeiter im Sinne von Artikel 60, § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die Sozialhilfezentren, die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs tätig sind, und zwar im Hinblick auf:

a) die Förderung einer dauerhaften, qualitativ wertvollen Eingliederung dieser Arbeitnehmer innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs oder jeglichen sonstigen Unternehmens;

b) die Entwicklung ihrer Autonomie auf dem Arbeitsmarkt und den ihnen zu leistenden Beistand im Rahmen von individuellen oder kollektiven Aktivitäten oder Gesprächen psychosozialer Art, um die Schwierigkeiten oder Hindernisse zu überwinden, auf die sie bei ihrer dauerhaften, qualitativ wertvollen Eingliederung stoßen und die ihre Chancen auf eine Aufrechterhaltung ihrer Beschäftigung schwer belasten könnten;

c) ihre Ermutigung zu Bemühungen im Hinblick auf die Aufwertung der erworbenen beruflichen Kompetenzen, und die Unterstützung dieser Bemühungen;

5° "soziale Betreuer": die innerhalb des Eingliederungsbetriebs unter Arbeitsvertrag stehenden Personen, zu deren im Rahmen ihrer Eigenschaft als soziale Betreuer ausgeübten Tätigkeiten ausschließlich die soziale Betreuung gehört;

6° "AGFV": die Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung), *Amtsblatt der E.U.* Nr. L 214/3 vom 9. August 2008;

7° "De-minimis-Verordnung für die DAWI": die Verordnung (EU) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen, *Amtsblatt der EU* Nr. L 114/8 vom 26. April 2012;

8° "Bezugsniveau der Beschäftigung": die durchschnittliche Anzahl (in Vollzeiteinheiten gerechnet) der Lohnempfänger, die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs gearbeitet haben, auf der Grundlage der vier Quartale vor dessen Zulassungsdatum;

9° "lokale Behörden":

- a) die Gemeinden;
- b) die Gemeindevereinigungen;
- c) die öffentlichen Sozialhilfezentren;
- d) die Vereinigungen von öffentlichen Sozialhilfezentren;
- e) die Interkommunalen;
- f) die autonomen Gemeinderegien;
- g) die Provinzen;
- h) die Provinzvereinigungen;
- i) die Provinzialregien;

10° "lokale Beschäftigungsagenturen": die durch die Artikel 8 und 8bis des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer eingerichteten lokalen Beschäftigungsagenturen.

Die Regierung ist befugt:

1° auf Vorschlag des "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik), so wie es in Artikel 8 des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" erwähnt ist, und nach Begutachtung des "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Wallonischer Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau), so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 2003 zur Einrichtung eines "Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes" eingerichtet wurde, die Liste der unter 1°, d) des Absatzes 1 erwähnten Wirtschaftszweige und Berufe zu bestimmen;

2° die Personenkategorien zu bestimmen, die mit denen, welche unter 1°, f) des Absatzes 1 erwähnt sind, gleichgestellt werden können;

3° das Profil der unter Punkt 5° des Absatzes 1 erwähnten sozialen Betreuer zu bestimmen;

4° unter Einhaltung der AGFV die Modalitäten zur Berechnung des unter Punkt 8° des Absatzes 1 erwähnten Bezugsniveaus der Beschäftigung zu bestimmen;

5° die Aufzählung in Absatz 1, 9° abzuändern, um die gesetzlichen Abänderungen betreffend die untergeordneten Behörden zu berücksichtigen.

KAPITEL II — Die Zulassung

Art. 2 - § 1. Um zugelassen zu werden und die Bezeichnung als "Eingliederungsbetrieb" verwenden zu dürfen, hat der Eingliederungsbetrieb die Grundsätze der Sozialwirtschaft zu beachten, so wie sie in Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft bestimmt sind, und in diesem Rahmen die folgenden Bedingungen zu erfüllen:

1° eine juristische Person, die die Form einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft mit beschränkter Haftung nimmt, oder eine wirtschaftliche Interessenvereinigung sein;

2° das Statut einer Handelsgesellschaft mit sozialer Zielsetzung im Sinne von Artikel 661 des Gesellschaftsgesetzbuches besitzen;

3° die Produktion von Waren oder Dienstleistungen zur Tätigkeit haben, und dabei als DAWI auch ein soziales Ziel der dauerhaften und qualitativ wertvollen Eingliederung von benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmern verfolgen;

4° zu seinem Verwaltungsrat ausschließlich natürliche Personen zählen (mindestens fünf), die weder Ehepartner noch gesetzlich zusammenwohnende Partner von anderen Verwaltern des besagten Rats sind und sich in keinem Verwandtschaftsverhältnis des ersten und zweiten Grads untereinander befinden;

5° entweder:

a) ein kleines und mittleres Unternehmen im Sinne von Anhang I der AGFV sein, oder

b) ein Unternehmen sein, dessen Gesellschaftskapital oder Stimmenanteile mehrheitlich im Besitz von lokalen Behörden oder lokalen Beschäftigungsagenturen im Sinne von Punkt 9° und Punkt 10° des Absatzes 1 des Artikels 1 sind, oder

c) ein Großunternehmen sein, das kein kleines oder mittleres Unternehmen im Sinne von 5°, a) mehr ist,

- entweder weil es mehrere, durch eine gemeinsame Masse der Aktieninhaber miteinander verbundene Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung umfasst;

- oder weil zu seinen Aktieninhabern eine beschützte Werkstätte im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit gehört und/oder eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die von der Regierung für einen Auftrag zur sozialberuflichen Eingliederung von Personen in prekären Lebensverhältnissen zugelassen wurde, wodurch es mehr als 250 Arbeitnehmer in Vollzeiteinheiten beschäftigt;

- oder weil es die unter den ersten und zweiten Strichen erwähnten Bedingungen erfüllt;

6° sich dazu verpflichten, innerhalb von vier Jahren nach der Zulassung eine Prozentzahl von wenigstens 50 % benachteiligter bzw. stark benachteiligter Arbeitnehmer unter den im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigten Personen zu erreichen;

7° die Relevanz seiner Tätigkeit sowie deren wirtschaftliche Lebensfähigkeit beweisen, indem von den Diensten der Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, so wie sie im Dekret vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft erwähnt sind, oder von den Diensten der gemäß Abschnitt 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe zugelassenen Berater, Gebrauch gemacht wird;

8° unter seinen Verwaltungsmitgliedern, Geschäftsführern, Mandatträgern oder Personen, die befugt sind, für den zugelassenen Eingliederungsbetrieb Verbindlichkeiten einzugehen, keine Personen zählen:

a) denen die Ausübung einer solchen Tätigkeit aufgrund der Gesetzgebung bezüglich des für bestimmte Verurteilte und für Konkurschuldner geltenden gerichtlichen Verbots, bestimmte Ämter, Berufe oder Tätigkeiten auszuüben, untersagt ist;

b) die innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren vor der Beantragung der Zulassung oder der Erneuerung einer Zulassung in Anwendung der Artikel 229, 5°, 265, 315, 456, 4° und 530 des Gesellschaftsgesetzbuches für verantwortlich für die Verpflichtungen oder Schulden einer in Konkurs geratenen Gesellschaft gehalten worden sind;

c) die nicht mehr im Besitz ihrer zivilen und politischen Rechte sind;

d) die innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren vor der Beantragung der Zulassung oder der Erneuerung einer Zulassung wegen irgendeines steuerrechtlichen Verstoßes oder irgendeines Verstoßes im sozialen Bereich oder im Bereich der gesetzlichen bzw. verordnungsmäßigen Bestimmungen in Bezug auf die Tätigkeitsausübung des zugelassenen Eingliederungsbetriebs;

9° nicht gegen die gesetzlichen bzw. verordnungsmäßigen Bestimmungen in Bezug auf die Ausübung seiner Tätigkeit verstoßen;

10° einen Gesellschaftssitz oder einen Hauptbetriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben;

11° keine ausstehenden Schulden haben gegenüber der Europäischen Union, dem Staat, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Region, dem FOREm, dem Arbeitsamt der D.G., der "Société wallonne d'Economie sociale marchande" (Wallonische Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft - nachstehend "SOWECSOM" genannt), dem Landesamt für soziale Sicherheit, einem Fonds für Existenzsicherheit oder für Rechnung von Letzterem, außer wenn er gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten über einen Bereinigungsplan verfügt, den er ordnungsgemäß einhält;

12° die innerhalb der zuständigen paritätischen Kommission abgeschlossenen Kollektivabkommen einhalten;

13° eine bescheidene Lohndifferenz einhalten, die auf der Grundlage einer Vollzeitinheit und bei gleichem Besoldungsdienstalter nach den Sätzen der inneren paritätischen Kommission(en) geltenden Gehaltstabellen ein Verhältnis von 1:4 zwischen der niedrigsten Entlohnung eines von dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb eingestellten Arbeitnehmers und der höchsten Entlohnung, d.h. meistens der des Betriebsleiters des zugelassenen Eingliederungsbetriebs, nicht überschreiten darf;

14° die Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Juli 1987 über die Zeitarbeit, die Leiharbeit und die Bereitstellung von Arbeitskräften für Benutzer einhalten;

15° eine Vereinbarung mit dem FOREm oder dem Arbeitsamt der D.G. abschließen, im Rahmen deren Letztere sich dazu verpflichten, die Ausarbeitung und ggf. die Durchführung des Plans zur beruflichen Ausbildung und Eingliederung, der durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb zugunsten benachteiligter bzw. stark benachteiligter Arbeitnehmer und in Absprache mit ihnen sowie mit dem/den sozialen Betreuer(n) zu erstellen ist;

16° nicht zu einem Wirtschaftszweig gehören, der gemäß dem AGFV von der Inanspruchnahme staatlicher Beihilfen ausgeschlossen ist;

17° was die Arbeitnehmer betrifft, sich dazu verpflichten, dem Begriff einer angemessenen Arbeitsstelle im Sinne des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit in der Charta des Sozialversicherten und im Sinne des Ministerialerlasses vom 26. November 1991 zur Festlegung der Anwendungsmodalitäten der Regelung der Arbeitslosigkeit in der Charta des Sozialversicherten Rechnung zu tragen.

Im Falle des gleichzeitigen Bestehens eines geschäftsführenden Verwalters und eines Betriebsleiters dürfen die Bezüge des geschäftsführenden Verwalters, die zu Lasten eines oder mehrerer Eingliederungsbetriebe(s) gehen, auf der Grundlage einer Vollzeitinheit und bei gleichem Besoldungsdienstalter nach den Sätzen der inneren paritätischen Kommission(en) geltenden Gehaltstabellen ein Verhältnis von 1:4 zwischen der niedrigsten Entlohnung eines innerhalb des/der zugelassenen Eingliederungsbetriebe(s), in dem/denen der geschäftsführende Verwalter sein Mandat ausübt, eingestellten Arbeitnehmers und der höchsten Entlohnung, nicht überschreiten.

In dem Zulassungsantrag, so wie er von der Regierung bestimmt worden ist, ist übrigens die Verteilung der Aufgaben zwischen dem etwaigen geschäftsführenden Verwalter und dem Betriebsleiter anzugeben.

In Abweichung von Absatz 1, 4° dürfen institutionelle Anleger und insbesondere die SOWECSOM als juristische Personen im Verwaltungsrat sitzen.

Die Regierung ist dazu befugt, die Durchführungsbedingungen bezüglich der Punkte 6°, 7°, 10°, 12°, 13°, 15° und 16° des Absatzes 1 zu bestimmen.

Sie ist auch befugt, die in Absatz 1 angeführten Bedingungen näher zu bestimmen.

§ 2. Der Eingliederungsbetrieb, dessen Gesellschaftssitz sich entweder in der Region Brüssel-Hauptstadt oder in der Flämischen Region befindet, oder der dort als juristische Person bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist, hat nachzuweisen, dass er Zulassungsbedingungen genügt, die denen entsprechen, welche durch das vorliegende Dekret bestimmt werden.

Der Eingliederungsbetrieb, dessen Gesellschaftssitz sich im Ausland und innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums befindet, hat nachzuweisen, dass er in seinem Ursprungsland Zulassungsbedingungen genügt, die denen entsprechen, welche durch das vorliegende Dekret bestimmt werden, und dies ohne direkte oder indirekte, auf dem Staat gestützte Diskriminierung, aus dem der zulassungsbedürftige Eingliederungsbetrieb her stammt.

Der Eingliederungsbetrieb, dessen Gesellschaftssitz sich im Ausland und außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums befindet, hat die durch das vorliegende Dekret bestimmten Bedingungen zu erfüllen, und zu belegen, dass er in seinem Ursprungsland Dienstleistungen der gleichen Art erbringt, und dies ohne direkte oder indirekte, auf dem Staat gestützte Diskriminierung, aus dem der zulassungsbedürftige Eingliederungsbetrieb her stammt.

Die Regierung legt die Durchführungsbedingungen bezüglich der Absätzen 1 bis 3 fest.

Art. 3 - Die Zulassung kann mit einem Mandat gekoppelt werden, das den Eingliederungsbetrieb mit der Verwaltung einer DAWI beauftragt.

Nach Begutachtung durch den Beratungs- und Zulassungsausschuss für die Sozialwirtschaftsunternehmen, der durch das Dekret vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft eingerichtet wurde, wird die Zulassung für eine Dauer von zwei Jahren gewährt. Sie kann für einen Zeitraum von vier Jahren erneuert werden, nach Ablauf dessen die Zulassung durch stillschweigende Erneuerung für aufeinanderfolgende Zeiträume von vier Jahren wieder erteilt werden kann.

Der Eingliederungsbetrieb darf nicht gleichzeitig Inhaber der Zulassung als solcher und einer Zulassung als beschützte Werkstätte im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit oder einer Zulassung als gleichgestellte Organisation in der Deutschsprachigen Gemeinschaft sein.

Falls ein Eingliederungsbetrieb einer der in Artikel 2, § 1, Absatz 1 angeführten Bedingungen nicht mehr genügt, kann die Zulassung ausgesetzt oder entzogen werden.

Die Regierung legt die Modalitäten des Mandats und das Verfahren für die Erteilung, die Erneuerung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung fest.

KAPITEL III — *Benachteiligte oder stark benachteiligte Arbeitnehmer*

Art. 4 - Unter Einhaltung von Artikel 2, 18) und 19) der AGFV kann die Regierung bestimmte Lagen, denen die benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer ausgesetzt sind, mit Perioden der Unterstützung mit Arbeitslosengeld, Eingliederungszulagen, dem sozialen Eingliederungseinkommen oder einer sozialen Beihilfe gleichstellen.

Die Lage der in Artikel 1, Absatz 1, 1° und 2° erwähnten Personen wird am Tage vor dem Wirksamwerden der in Artikel 7 erwähnten Bescheinigung eingeschätzt.

Art. 5 - Die Personen, die am Tage vor der Übertragung des sie beschäftigenden Unternehmens aufgrund eines Arbeitsvertrags, der mit einem im Rahmen des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe oder im Rahmen des Dekrets vom 18. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe zugelassenen Betrieb abgeschlossen worden ist, im Rahmen des vorliegenden Dekrets beschäftigt waren und Anlass zur Bezuschussung gaben oder gegeben hatten, werden je nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten benachteiligten Arbeitnehmern gleichgestellt, wenn sie bei denselben Arbeitgebern weiter beschäftigt bleiben.

Die Personen, die aufgrund eines Arbeitsvertrags, der im Jahre vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets mit einem Betrieb abgeschlossen wurde, der im Rahmen des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe oder im Rahmen des Dekrets vom 18. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe nicht zugelassen war, die Bedingungen des vorliegenden Dekrets jedoch erfüllt und innerhalb von drei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets einen Zulassungsantrag einreicht, beschäftigt waren, werden je nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten benachteiligten Arbeitnehmern gleichgestellt, wenn sie bei demselben Betrieb weiter beschäftigt bleiben und sofern sie zum Zeitpunkt ihrer Einstellung durch diesen Betrieb der Definition des benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmers entsprechen haben und dieser Betrieb im Rahmen des vorliegenden Dekrets zugelassen wird.

Art. 6 - Unter Einhaltung von Artikel 2, 18) und 19) der AGFV kann die Regierung die Kategorien von benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmern, sowie die mit Perioden der Unterstützung mit Arbeitslosengeld, Eingliederungszulagen, dem sozialen Eingliederungseinkommen oder einer sozialen Beihilfe gleichgestellten Zeiträume erweitern oder einschränken.

In diesem Fall sind in ihrem begründeten Beschluss entweder die strukturelle Entwicklung der Arbeitslosigkeit, oder die betroffenen Tätigkeitsbereiche, oder die europäische Gesetzgebung, oder die in folgenden Gesetzestexten vorgenommenen Abänderungen zu berücksichtigen:

1° dem Königlichen Erlass vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit sowie den Ministerialerlassen zu dessen Durchführung;

2° dem Gesetz vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsstellen im Nahbereich und dessen Durchführungserlassen;

3° der Regelung bezüglich der Wiedereingliederung der besonders schwer vermittelbaren Arbeitslosen, die kraft Artikel 7, § 1, Absatz 3, *m* des Gesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit eingeführt wurde;

4° dem Gesetz vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung;

5° dem Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 über die Sozialhilfezentren;

6° den auf Initiative der Mitglieder der Regierung oder der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft angenommenen Gesetzgebungen und Regelungen betreffend:

a) die untergeordneten Behörden, so wie sie in Artikel 6, § 1, VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen - nachstehend "das Gesetz" genannt - erwähnt sind;

b) die Beschäftigungspolitik, so wie sie in Artikel 6, § 1, IX des Gesetzes erwähnt ist;

c) den Personenbestand, so wie er in Artikel 3, 7° des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission erwähnt ist;

7° dem Wallonischen Gesetzbuch für soziale Maßnahmen und Gesundheit;

8° den Gesetzgebungen und Regelungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Sachen soziale Maßnahmen und Gesundheit.

Art. 7 - Die Regierung legt das Muster der Bescheinigung fest, durch die bestätigt wird, dass sich die benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmer unter Berücksichtigung der in den Artikeln 4 und 5 erwähnten Gleichstellungen und der Modalitäten für deren Ausstellung und Gültigkeit in den in Artikel 1, Absatz 1, 1° und 2° erwähnten Bedingungen tatsächlich befinden.

KAPITEL IV — *Die Zuschüsse*

Art. 8 - Innerhalb der jährlich festgelegten Haushaltsgrenzen kann die Regierung dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb für eine bestimmte oder unbestimmte Dauer einen Zuschuss zur Förderung der dauerhaften, qualitativ wertvollen Eingliederung benachteiligter oder stark benachteiligter Arbeitnehmer gewähren.

Der Zuschuss beträgt höchstens 18.000 Euro pro benachteiligten Arbeitnehmer und höchstens 36.000 Euro pro stark benachteiligten Arbeitnehmer. Dieser Zuschuss wird gemäß den Modalitäten gewährt, die durch die Regierung insbesondere je nach der paritätischen Kommission, der der Arbeitnehmer des Eingliederungsbetriebs untersteht, und der Unternehmenskategorie im Sinne von Artikel 2, § 1, 5° festgelegt werden.

Der Zuschuss muss die Bestimmungen der AGFV in Bezug auf die Lohnkosten, die förderfähigen Kosten und die Beihilfeintensität sowie die in Artikel 7 der AGFV erwähnten Regeln bezüglich der Kumulierung von Beihilfen einhalten.

Art. 9 - Die Regierung kann dem Eingliederungsbetrieb, der ein Mandat für die Verwaltung bei der Erbringung einer DAWI trägt, einen Zuschuss für einen Auftrag der sozialen Betreuung benachteiligter bzw. stark benachteiligter Arbeitnehmer gewähren.

Dieser Zuschuss, der höchstens 100.000 Euro beträgt, entspricht insbesondere der Anzahl benachteiligter bzw. stark benachteiligter Arbeitnehmer und wird in Vollzeiteinheiten berechnet.

In Abweichung von Artikel 1, Absatz 1, 1° und 2° werden bei der Berechnung dieses Zuschusses die am Datum der Einreichung des ersten Antrags auf Zulassung als Eingliederungsbetrieb seit höchstens zwölf Monaten im Rahmen eines Arbeitsvertrags innerhalb des Eingliederungsbetriebs beschäftigten Arbeitnehmer, die zum Zeitpunkt ihrer ersten Einstellung durch den Eingliederungsbetrieb der Definition der benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmer entsprechen haben, benachteiligten bzw. stark benachteiligten Arbeitnehmern gleichgestellt.

Der Zuschuss wird in Übereinstimmung mit der De-minimis-Verordnung für die DAWI gewährt.

Die Regierung ist dazu befugt, die Durchführungsbedingungen bezüglich der Absätze 1, 2, 3 und 4 zu bestimmen.

Art. 10 - Während des Zeitraums der Gewährung der Zuschüsse muss der zugelassene Eingliederungsbetrieb, der einen Zuschuss erhalten möchte, folgende Bedingungen erfüllen:

1° den Beweis erbringen, dass er die kraft Artikel 2 eingegangenen Verpflichtungen einhält;

2° die Verpflichtungen einhalten, die mit dem Status als Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung verbunden sind;

3° den Beweis erbringen, dass der Zuschuss den Bestimmungen der De-minimis-Verordnung für die DAWI genügt;

4° eine Buchführung haben, die dem Mindestkontenplan nach dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen genügt;

5° den Arbeitnehmern eine Entlohnung gewähren, die mindestens derjenigen entspricht, die in den kollektiven Arbeitsabkommen vorgesehen ist, die auf überbetrieblicher, sektorieller, untersektorieller oder Betriebsebene geschlossen worden sind, einschließlich der tariflichen Gehaltserhöhungen, der Urlaubsgelder und der sonstigen bei diesen Arbeitgebern geltenden Vorteile, dies unbeschadet einer vertraglichen Entlohnung, die für die Arbeitnehmer günstiger wäre;

6° gemäß Artikel 40, § 4 und § 5 der AGFV das globale Beschäftigungsvolumen im Verhältnis zum Bezugsniveau der Beschäftigung erhöhen und diese Erhöhung während eines Mindestzeitraums von drei Jahren über den Zeitraum der Gewährung der Beihilfe nach Artikel 8 hinaus aufrechterhalten;

7° den Verpflichtungen genügen, die in den sozialen, steuerrechtlichen und umweltrechtlichen Bestimmungen und Regelungen sowie in denjenigen, die auf die Ausübung seiner Aktivität anwendbar sind, vorgesehen sind, oder sich verpflichten, den einschlägigen Auflagen innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen nachzukommen;

8° über ein minimales Startkapital von 18.600 Euro verfügen, was die Genossenschaften mit beschränkter Haftung mit sozialer Zielsetzung betrifft;

9° kein Betrieb mit finanziellen Schwierigkeiten sein, d.h.

a) im Falle einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, wenn mehr als die Hälfte ihres Gesellschaftskapitals verschwunden ist, wobei mehr als ein Viertel dieses Kapitals im Laufe der letzten zwölf Monate verloren wurde, oder

b) im Falle einer Gesellschaft, in der mindestens einige der Gesellschafter eine unbeschränkte Haftung für die Schulden der Gesellschaft haben, wenn mehr als die Hälfte der Eigenmittel, so wie sie in den Konten der Gesellschaft erscheinen, verschwunden sind, wobei mehr als ein Viertel dieser Mittel im Laufe der letzten zwölf Monate verloren wurden, oder

c) bei allen Formen von Unternehmen, wenn sie nach dem auf sie anwendbaren nationalen Recht die Bedingungen erfüllen, um einem kollektiven Insolvenzverfahren unterworfen zu werden;

10° die benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer im Rahmen eines vollzeitigen oder mindestens halbezeitigen Arbeitsvertrags auf bestimmte Dauer (unter der Bedingung, dass er binnen 6 Monaten zu einem Vertrag auf unbestimmte Dauer führt), auf unbestimmte Dauer, oder zwecks eines Ersatzes in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge einstellen;

11° den Betriebsrat, die Gewerkschaftsvertretung oder, wenn keine Gewerkschaftsvertretung besteht, die betreffenden Arbeitnehmer über alle Elemente der Beschlüsse zur Gewährung von Zuschüssen, der Gründe und Modalitäten zur Auszahlung der gewährten Zuschüsse weitgehend informieren;

12° jedes Jahr, spätestens zum 15. Juli des Jahres nach der Aktivität, über die Bericht erstattet wird, den von der Regierung bestimmten Dienststellen einen Bericht übergeben;

13° bei einem anerkannten Sozialsekretariat eingeschrieben sein, wofür er einen jährlichen Zuschuss von höchstens 1.500 Euro erhält, um den von der Regierung bestimmten Dienststellen die Beweisdaten mitzuteilen, die für die Erhaltung und Auszahlung der in Art. 8 und 9 genannten Zuschüsse notwendig sind;

14° nicht Gegenstand einer Anordnung zur Rückerstattung gemäß einer Entscheidung der Europäischen Kommission sein, die von ihm erhaltene Beihilfen für illegal und nicht mit dem gemeinsamen Markt vereinbar erklärt;

15° seinen Verwaltern und seinem Leitungspersonal ein Ausbildungsangebot vorschlagen, um ihre Aufgaben und Verantwortungen innerhalb des Eingliederungsbetriebs zu unterstützen.

Ergänzend zu Absatz 1, 9° gilt ein Eingliederungsbetrieb, der seit weniger als drei Jahren als Gesellschaft besteht, nicht als Betrieb mit finanziellen Schwierigkeiten, was diesen Zeitraum betrifft, außer wenn er die in Absatz 1, c) genannten Bedingungen erfüllt.

In Abweichung von Absatz 1, 13° kann der in Artikel 2, § 1, 5°, b) genannte Eingliederungsbetrieb einen von einer lokalen Behörde im Sinne von Artikel 1, Absatz 1, 9° abhängenden Dienst im Bereich des human resource-managements heranziehen und dafür einen Zuschuss von höchstens 1.500 Euro erhalten, der dazu bestimmt ist, den von der Regierung bestimmten Dienststellen die Beweisdaten mitzuteilen, die für die Erhaltung und Auszahlung der in Art. 8 und 9 genannten Zuschüsse notwendig sind.

In Abweichung von Absatz 1, 13° kann der Eingliederungsbetrieb, der kraft des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe oder gegebenenfalls kraft des Dekrets vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe zugelassen wurde, der seit mindestens sechs Monaten vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets über einen internen Sozialsekretariatsdienst verfügte, und dafür Gewähr leistet, dass er imstande ist, den von der Regierung bestimmten Dienststellen die Beweisdaten mitzuteilen, die für die Erhaltung und Auszahlung der in Art. 8 und 9 genannten Zuschüsse notwendig sind, diesen Dienst benutzen, um diese Daten nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten mitzuteilen.

Die Regierung ist dazu befugt, die Durchführungsmodalitäten in Zusammenhang mit den Punkten 1°, 2°, 3°, 6°, 12° und 15° des Absatzes 1 festzulegen und näher zu bestimmen.

Art. 11 - Die in Art. 8 und 9 genannten Zuschüsse werden im Januar eines jeden Jahres indexiert, indem ihr Wert des vorhergehenden Jahres mit dem Mittelwert der Zahlen des Index der Verbraucherpreise (Gesundheitsindex) der Monate September und Oktober des vorhergehenden Jahres, geteilt durch den Mittelwert der Zahlen des Index der Verbraucherpreise (Gesundheitsindex) der Monate September und Oktober des Jahres vor dem vorhergehenden Jahr, multipliziert wird.

Diese Indexierung darf die Wachstumsrate des Haushaltskredits des laufenden Jahres für die in Art. 8 und 9 genannten Zuschüsse jedoch nicht überschreiten.

Art. 12 - Die Modalitäten für die Auszahlung der in Art. 8, 9, 10, Absatz 1, 13°, und Absatz 3 genannten Zuschüsse werden von der Regierung bestimmt.

Die Zuschüsse können in folgenden Fällen nicht ausgezahlt werden: Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation des zugelassenen Eingliederungsbetriebs.

Art. 13 - Der zugelassene Eingliederungsbetrieb reicht seinen Bezuschussungsantrag nach den von der Regierung festgelegten Formen und Modalitäten ein.

Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Untersuchung und Bewertung der Bezuschussungsanträge durch die von ihr bestimmten Dienststellen.

Die Regierung fasst die Beschlüsse über die Bezuschussungsanträge nach von ihr bestimmten Modalitäten.

KAPITEL V — Kontrolle, Überwachung und Beitreibung

Art. 14 - Im Falle der Nichtbeachtung der kraft vorliegenden Dekrets erlassenen Verpflichtungen, oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss angeführt sind, kann die Regierung nach von ihr bestimmten Modalitäten:

1° die Gesamtheit oder einen Teil der Zuschüsse während eines Zeitraums aussetzen, der es dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb ermöglicht, den nicht eingehaltenen Verpflichtungen nachzukommen;

2° die Gesamtheit oder einen Teil der Zuschüsse im Verhältnis zu den festgestellten Verstößen widerrufen;

3° den Beschluss zur Gewährung von Zuschüssen zurückziehen;

4° den Beschluss zur Gewährung von Zuschüssen zurückziehen und den zugelassenen Eingliederungsbetrieb dazu auffordern, einen Teil oder die Gesamtheit der Zuschüsse zurückzuzahlen.

Die Regierung bestimmt das Verfahren für die Beitreibung der unberechtigtweise ausgezahlten Zuschüsse.

Diese Beitreibung wird durch die von ihr bestimmten Dienststellen durch jeglichen Rechtsweg einschließlich der Aufrechnung vorgenommen.

Art. 15 - Die Zuschüsse werden ebenfalls zurückgezahlt:

1° bei Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation des zugelassenen Eingliederungsbetriebs;

2° im Falle einer absichtlichen oder nicht absichtlichen Übermittlung durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Zuschüsse auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

Art. 16 - § 1. Die Regierung kann von Art. 14 abweichen und die Zuschüsse weiterhin aufrechterhalten:

1° in dem Falle, wo die Nichtbeachtung der in Art. 2 und 10 genannten Bedingungen durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb auf einen Fall höherer Gewalt zurückzuführen ist, d.h. auf anormale und unvorhersehbare, von der Person, die sie anführt, unabhängige Umstände, deren Folgen trotz aller getroffenen Maßnahmen nicht zu verhindern gewesen wären;

2° im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie in den Fällen, die im Gesetz vom 31. Januar 2009 über die Kontinuität der Unternehmen angeführt werden, wenn die Wirtschaftstätigkeit des zugelassenen Eingliederungsbetriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird und wenn die erhaltenen Zuschüsse sowie die Arbeitnehmer einem anderen zugelassenen Eingliederungsbetrieb übertragen werden.

§ 2. Die Regierung kann von Artikel 14 abweichen:

1° in den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Rückerstattung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des zugelassenen Eingliederungsbetriebs zurückzuführen ist, wobei die Rückzahlung der Zuschüsse nach von ihr bestimmten Kriterien begrenzt wird;

2° indem sie auf die Rückzahlung der gesamten Zuschüsse oder eines Teils davon verzichtet, wenn die mit deren Beitreibung verbundenen Kosten höher als deren Betrag ausfallen könnten.

Art. 17 - Die Regierung übermittelt jährlich, nach von ihr bestimmten Modalitäten, dem "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft) und dem Wallonischen Parlament einen quantitativen und qualitativen Bericht über die Durchführung vorliegenden Dekrets, den sie im Sinne des AGFV auch der Europäischen Kommission weitergibt.

Art. 18 - Die Kontrolle und Überwachung dieses Dekrets und seiner Durchführungserlasse werden nach von der Regierung bestimmten Modalitäten und durch die von ihr bestimmten Dienststellen ausgeübt.

KAPITEL VI — *Abänderungs-, Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Artikel 2, Absatz 1, 1° des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“das Dekret vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;”.

Art. 20 - Artikel 6, 1°, a) desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“a) das Dekret vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;”.

Art. 21 - Das Dekret vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe wird aufgehoben.

Art. 22 - Die Eingliederungsbetriebe, die kraft des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe oder kraft des Dekrets vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe zugelassen sind, haben während der Dauer ihrer Zulassung bis zur amtlichen Mitteilung des Beschlusses über ihren Zulassungsantrag im Rahmen vorliegenden Dekrets weiterhin Anspruch auf die Bestimmungen dieser oben genannten Dekrete, unter der Bedingung, dass sie binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets eine vollständige Akte für ihren Zulassungsantrag kraft dieses Dekrets einreichen.

Die Eingliederungsbetriebe, die kraft des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe oder kraft des Dekrets vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe zugelassen sind, und deren Zulassung binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets abläuft, haben bis zum Ablauf ihrer Zulassung weiterhin Anspruch auf die Bestimmungen dieser oben genannten Dekrete, und haben gegebenenfalls Anspruch auf eine rückwirkende Wirksamkeit ihrer Zulassung im Rahmen vorliegenden Dekrets, unter der Bedingung, dass sie binnen drei Monaten nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets eine vollständige Akte für ihren Zulassungsantrag kraft dieses Dekrets einreichen und die Zulassungsbedingungen effektiv beachten.

Art. 23 - Die Regierung setzt das Datum für das Inkrafttreten vorliegenden Dekrets spätestens auf den 31. Januar 2013 fest.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 679 (2012-2013) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 19. Dezember 2012.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200213]

19 DECEMBER 2012. — Decreet houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I — *Begripsomschrijvingen en doel*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° de kwetsbare werknemers : de personen die vóór hun eerste aanwerving in een erkend inschakelingsbedrijf niet in het bezin zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een gelijkgesteld diploma, ingeschreven zijn als niet-tewerkgestelde werkzoekenden bij de “Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi” (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), hierna de “FOREm” genoemd, of bij het “Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft”, opgericht bij het decreet van 17 januari 2000 tot oprichting van een dienst voor arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap, hierna “Arbeitsamt der D.G.” genoemd, en die :

a) ofwel in aanmerking komen voor werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, leefloon, of een sociale hulp of die sinds minstens zes maanden geen enkel loon genieten;

b) ofwel ouder dan vijftig jaar zijn;

c) ofwel gezinshoofden zijn van een eenoudergezin;

d) ofwel van het erkende inschakelingsbedrijf een arbeidscontract krijgen in een sector of een beroep waarin de wanverhouding van de geslachten hoger is dan minstens 25 procent dan de gemiddelde wanverhouding van de geslachten in het geheel van de economische sectoren en deel uitmaken van het ondervertegenwoordigde geslacht;

e) ofwel op rechtstreekse of onrechtstreekse wijze gediscrimineerd kunnen zijn :

- in de zin van artikel 3 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en vorming en die hun taalopleiding, hun beroepsopleiding of hun beroepservaring moeten versterken om hun kansen op een duurzame en kwaliteitsvolle betrekking te verhogen of

- in de zin van artikel 3 van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 maart 2012 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en die hun taalopleiding, hun beroepsopleiding of hun beroepservaring moeten versterken om hun kansen op een duurzame en kwaliteitsvolle betrekking te verhogen;

f) ofwel in het bezit zijn van een beslissing van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) tot toekenning van een steun voor vorming of tewerkstelling, genomen krachtens de bepalingen van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid of krachtens een gelijksoortige beslissing inzake steun voor vorming of tewerkstelling van de gehandicapte personen door de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" opgericht bij het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 juni 1990 houdende oprichting van een " Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung " (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de Personen met een Handicap);

g) ofwel personen waren zoals bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of in het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma vóór hun inschrijving als werkzoekenden;

2° de uiterst kwetsbare werknemers : de in 1° bedoelde personen die in aanmerking komen voor werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, leefloon, of een sociale hulp of die sinds minstens vierentwintig maanden geen enkel loon genieten;

3° het bedrijfshoofd : de natuurlijke persoon aangeworven voor het dagelijkse beheer van het inschakelingsbedrijf; hij wordt door de raad van bestuur van het inschakelingsbedrijf ertoe gemachtigd die opdracht uit te oefenen in het uitsluitende kader van een arbeidscontract gesloten voor minstens een halfzijdse betrekking en waarvoor hij een wedde ontvangt met uitzondering van elk ander loon of voordeel gekregen om een ander reden, ten laste van het erkende inschakelingsbedrijf;

4° de sociale begeleiding : de dienst van algemeen economisch belang, hierna "S.I.E.G." genoemd, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en in het desbetreffende Protocol nr. 26, verricht door één of meerdere sociale begeleiders met de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers, met inbegrip van de werknemers bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die in het erkende inschakelingsbedrijf actief zijn, ten einde :

a) de duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van die werknemers te bevorderen binnen het erkende inschakelingsbedrijf of elk ander bedrijf;

b) hun autonomie te ontwikkelen op de arbeidsmarkt en hen in het kader van individuele of gezamenlijke psychosociale activiteiten of onderhouden in hun duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling te helpen om de moeilijkheden of teugels te boven te komen die ze ontmoeten of die hun handhavingkansen in de betrekking zouden kunnen bezwaren;

c) hun stappen betreffende de valorisatie van de verworven beroepsvaardigheden te bevorderen en te ondersteunen.

5° de sociale begeleiders : de personen met een arbeidsovereenkomst binnen het inschakelingsbedrijf van wie de activiteiten uitgeoefend in het kader van hun functie van sociale begeleider uitsluitend onder de sociale begeleiding vallen;

6° de "R.G.E.C." : Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening), *Publicatieblad van de Europese Unie*, L 214/3, van 9 augustus 2008;

7° de minimis-verordening voor de diensten van algemeen economisch belang : Verordening nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen, *Publicatieblad van de Europese Unie*, L 114/8, van 26.04.2012;

8° de referentiebezetting : het gemiddelde aantal loonarbeiders berekend in voltijdse equivalenten, die binnen het erkende inschakelingsbedrijf gewerkt hebben, op grond van de vier kwartalen vóór de datum van de erkenning van dit bedrijf;

9° de plaatselijke besturen :

a) de gemeenten;

b) de verenigingen van gemeenten;

c) de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

d) de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

e) de intercommunales;

f) de autonome gemeentebedrijven;

g) de provincies;

b) de verenigingen van provincies;

i) de provinciebedrijven;

10° de plaatselijke agentschappen voor arbeidsvoorziening : de plaatselijke agentschappen voor arbeidsvoorziening bedoeld in de artikelen 8 en 8bis, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om :

1° op voorstel van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek) bedoeld in artikel 8 van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" en na advies van de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waal Raad voor Gelijkheid tussen Mannen en Vrouwen) zoals ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2003 tot oprichting van een Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen, de lijst van de sectoren en beroepen bedoeld in *d*) van punt 1°, van het eerste lid te bepalen;

2° de categorieën personen die met die bedoeld in *f*) van punt 1°, van het eerste lid, kunnen worden gelijkgesteld, te bepalen;

3° het profiel van de in punt 5° van het eerste lid bedoelde sociale begeleiders te bepalen

4° de berekeningsmodaliteiten van de in punt 8° van het eerste lid bedoelde referentiebezetting met inachtneming van de "R.G.E.C." te bepalen;

5° de in punt 9° van het eerste lid bedoelde opsomming te wijzigen met inachtneming van de wetwijzigingen inzake ondergeschikte besturen.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning*

Art. 2. § 1. Om erkend te worden en de benaming "inschakelingsbedrijf" te gebruiken moet het inschakelingsbedrijf de principes van de sociale economie zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie naleven en moet het in dit kader aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° een rechtspersoon zijn opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap of van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of een groepering van economisch belang;

2° het statuut hebben van een handelsvennootschap met een sociaal oogmerk in de zin van artikel 661 van het Wetboek der vennootschappen;

3° de productie van goederen of diensten als activiteit hebben en tegelijkertijd een sociaal doel voor de duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers als "S.I.E.G." nastreven;

4° onder de leden van zijn raad van bestuur uitsluitend natuurlijke personen hebben die geen echtgenoten, noch geen wettelijke samenwonenden van andere bestuurders binnen bovengenoemde raad zijn en die tussen elkaar geen verwantschapsband in de eerste en tweede graden hebben, met een minimum van vijf personen;

5° :

a) ofwel een kleine en middelgrote onderneming zijn in de zin van bijlage I bij de "R.G.E.C.";

b) ofwel een onderneming zijn waarvan het maatschappelijk kapitaal of de stemrechten in meerderheid bezeten worden door plaatselijke besturen of door plaatselijke agentschappen voor arbeidsvoorziening in de zin van de punten 9° en 10° van het eerste lid van artikel 1;

c) ofwel een grote onderneming zijn die geen kleine of middelgrote onderneming meer is in de zin van punt 5°, *a*) omdat :

- ze ofwel meerdere vennootschappen met sociaal oogmerk gebonden tussen elkaar door een gemeen aandeelhouderschap verenigt;

- ze ofwel in haar aandeelhouderschap een bedrijf voor aangepast werk in de zin van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en/of een vereniging zonder winstoogmerk heeft, die erkend is door de Regering voor een opdracht inzake socio-professionele inschakeling van een publiek in een precaire toestand en die daardoor meer dan 250 voltijdse equivalenten telt;

- ze ofwel de in het eerste en het tweede streepje bedoelde voorwaarden vervult;

6° zich ertoe verbinden om binnen vier jaar na de erkenning minstens 50 procent van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers onder de in het kader van een arbeidsovereenkomst tewerkgestelde personen in dienst te hebben;

7° de relevantie van zijn activiteit en van zijn economische levensvatbaarheid bewijzen door, in voorkomend geval, een beroep te doen op de diensten van de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie zoals bedoeld in het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie of op de adviesverleningen erkend overeenkomstig afdeling 4 van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

8° onder zijn bestuurders, beheerders, mandatarissen of andere personen die bevoegd zijn om het erkende inschakelingsbedrijf te verbinden geen personen tellen :

a) aan wie verbod tot uitoefening van dergelijke functies is opgelegd krachtens de wetgeving op het gerechtelijk verbod tot uitoefening van bepaalde functies, beroepen of activiteiten opgelegd aan sommige veroordeelden en faillietverklaarden;

b) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning verantwoordelijk zijn gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een faillietverklaarde vennootschap, overeenkomstig de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen;

c) wier burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen;

d) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning veroordeeld werden voor elke overtreding begaan op fiscaal of sociaal vlak of op het gebied van de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de activiteit van het erkende inschakelingsbedrijf;

9° niet in overtreding zijn i.v.m. de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van zijn activiteit;

10° een maatschappelijk zetel of een hoofdzetel van de activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest hebben;

11° geen invorderbare schuld hebben t.o.v. de Europese Unie, de Staat, de Duitstalige Gemeenschap, het Gewest, de "FOREm", het "Arbeitsamt der D.G.", de "Société wallonne d'Economie sociale marchande" (Waalse Maatschappij voor Sociale Handelseconomie), hierna de "SOWECSOM" genoemd, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, een fonds voor bestaanszekerheid of voor rekening van dat fonds, behalve indien het in aanmerking komt voor een in acht genomen aanzuiveringsplan volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;

12° zich houden aan de collectieve overeenkomsten gesloten binnen de bevoegde paritaire commissie;

13° een gematigde loondruk in acht nemen die in voltijds equivalent en met een gelijkwaardige schaalanciënniteit volgens de schalen die van kracht zijn binnen de betrokken paritaire commissie(s), niet hoger mag zijn dan een verhouding 1 tot 4 tussen de laagste bezoldiging van een in het erkende inschakelingsbedrijf tewerkgestelde werknemer en de hoogste bezoldiging, meestal die van het bedrijfshoofd van het erkende inschakelingsbedrijf;

14° de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers naleven;

15° een overeenkomst sluiten met de "FOREm" of het "Arbeitsamt der D.G." in het kader waarvan laatstgenoemden zich ertoe verbinden hun expertise aan te bieden voor de opvatting en, in voorkomend geval, voor de uitvoering van het plan inzake vorming en socio-professionele inschakeling, uitgewerkt door het erkende inschakelingsbedrijf voor de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers en in overleg met hen alsook met de sociale begeleider(s);

16° geen deel uitmaken van één van de sectoren die overeenkomstig de "R.G.C.E." niet in aanmerking komen voor de staatsteun;

17° de verbintenis aangaan om, wat betreft de werknemers, het begrip van passende dienstbetrekking na te leven in de zin van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering op het handvest van de sociaal verzekerde en van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering op het handvest van de sociaal verzekerde.

In geval van coëxistentie van een afgevaardigd bestuurder en een bedrijfshoofd mogen de door de afgevaardigd bestuurder geïnde bezoldigingen ten laste van één of meer bedrijfshoofden op grond van één voltijds equivalent en met een gelijkwaardige schaalanciënniteit volgens de schalen die van kracht zijn binnen de betrokken paritaire commissie(s), niet hoger zijn dan een verhouding 1 tot 4 tussen de laagste bezoldiging van een in het erkende inschakelingsbedrijf tewerkgestelde werknemer en de hoogste bezoldiging, meestal die van het bedrijfshoofd van het erkende inschakelingsbedrijf;

De door de Regering bepaalde erkenningsaanvraag vermeldt met name de verdeling van de opdrachten tussen de eventuele afgevaardigd bestuurder en het bedrijfshoofd.

In afwijking van het eerste lid, 4°, kunnen de institutionele beleggers en met name de SOWECSOM als rechtspersoon zitting hebben in de raad van bestuur.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om de modaliteiten inzake de toepassing gebonden aan de punten 6°, 7°, 10°, 12°, 13°, 15° en 16°, van het eerste lid, te bepalen.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid kunnen ook nader bepaald worden door de Regering.

§ 2. Het inschakelingsbedrijf dat zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als rechtspersoon heeft, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, toont aan dat het aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door dit decreet voldoet.

Het inschakelingsbedrijf dat zijn sociale zetel in het buitenland en binnen de Europese Economische Ruimte heeft, toont aan dat het in zijn land voldoet aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door dit decreet, en dit, zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit het inschakelingsbedrijf dat de erkenning aanvraagt afkomstig is

Het inschakelingsbedrijf dat zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, toont aan dat het in zijn land voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bepaald bij dit decreet en bewijst dat het hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst, en dit, zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit het inschakelingsbedrijf dat de erkenning aanvraagt afkomstig is.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de eerste, tweede en derde leden.

Art. 3. De erkenning kan vergezeld worden van een mandaat waarbij het inschakelingsbedrijf belast wordt met het beheer van een dienst van algemeen economisch belang.

Na advies van de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven, opgericht bij het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, wordt de erkenning voor twee jaar toegekend. Die erkenning kan voor vier jaar verlengd worden; na afloop van die periode kan ze stilzwijgend voor opeenvolgende periodes van vier jaar verlengd worden.

De erkenning als inschakelingsbedrijf mag niet gecumuleerd worden met een erkenning als bedrijf voor aangepast werk in de zin van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid of met een erkenning als gelijkwaardige instelling in de Duitstalige Gemeenschap.

Wanneer een inschakelingsbedrijf één van de voorwaarden bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, niet meer vervult, kan de erkenning opgeschort of ingetrokken worden.

De Regering bepaalt de modaliteiten van het mandaat en de procedure van toekenning, verlenging, opschorting en intrekking van de erkenning.

HOOFDSTUK III. — *De kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers*

Art. 4. Met inachtneming van artikel 2, 18) en 19) van de "R.G.E.C." kan de Regering bepaalde toestanden waarin de kwetsbare of ernstig kwetsbare werknemers verkeren, gelijkstellen met periodes van voordeel van werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, van het leefloon, of van een sociale hulp.

De toestand van de in artikel 1, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde personen wordt gewaardeerd de dag vóór de inwerkingtreding van het in artikel 7 bedoelde attest.

Art. 5. De personen die de dag vóór de overgang van het bedrijf dat hen tewerkstelt, in het kader van dit decreet, tewerkgesteld waren in het kader van een arbeidsovereenkomst gesloten met een bedrijf erkend in het kader van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden, en in dit kader aanleiding gaven of hadden gegeven tot de toekenning van toelagen, worden gelijkgesteld volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met kwetsbare werknemers indien ze door dezelfde werkgevers tewerkgesteld blijven.

De personen die tewerkgesteld waren in het kader van een arbeidsovereenkomst gesloten binnen het jaar vóór de inwerkingtreding van dit decreet met een bedrijf dat niet erkend was in het kader van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden of in het kader van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, maar dat voldoet aan de voorwaarden van dit decreet en een erkenningsaanvraag binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet indient, worden gelijkgesteld volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met kwetsbare werknemers indien ze door hetzelfde bedrijf tewerkgesteld blijven en voor zover ze aan de begripsomschrijving van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers hebben voldaan bij hun aanwerving in dit bedrijf en voor zover laatstgenoemd bedrijf in het kader van dit decreet zijn erkenning krijgt.

Art. 6. De Regering kan mits naleving van artikel 2, 18) en 19), van de R.G.E.C. (algemene groepsvrijstellingsverordening) de categorieën van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers uitbreiden of beperken alsook de periodes die gelijkgesteld zijn met periodes die in aanmerking komen voor werkloosheids- of inschakelingsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, een leefloon of sociale hulp.

In dit geval houdt haar gemotiveerde beslissing rekening met, hetzij de structurele evolutie van de werkloosheid, hetzij de betrokken activiteitensectoren, hetzij de Europese regelgeving, hetzij de wijzigingen aangebracht aan :

1° het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering alsook de ministeriële besluiten tot uitvoering van dit besluit;

2° de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen en haar uitvoeringsbesluiten;

3° de reglementering betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, genomen krachtens artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid;

4° de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

5° de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

6° de wetgevingen en reglementeringen aangenomen op initiatief van de leden van de Regering of van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot :

a) de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, hierna "de wet" genoemd;

b) het tewerkstellingsbeleid zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;

c) de hulpverlening aan personen zoals bedoeld in artikel 3, 7°, van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

7° het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

° les législations et règlements de la Communauté germanophone en matière d'action sociale et de santé.

8° de wetgevingen en reglementeringen van de Duitstalige Gemeenschap inzake sociale actie en gezondheid.

Art. 7. De Regering bepaalt het model van attest waarbij bevestigd kan worden dat de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1° en 2°, rekening houdend met de gelijkstellingen bedoeld in de artikelen 4 en 5 alsmede de modaliteiten betreffende de afgifte en de geldigheid ervan.

HOOFDSTUK IV. — *Toelagen*

Art. 8. Binnen de begrotingslimieten die jaarlijks worden vastgesteld kan de Regering aan het erkende inschakelingsbedrijf een toelage toekennen die een duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers moet bevorderen voor een bepaalde of onbepaalde duur.

De toelage bedraagt maximum 18.000 euro per kwetsbare werknemer en maximum 36.000 euro per uiterst kwetsbare werknemer. Deze toelage wordt toegekend volgens de modaliteiten bepaald door de Regering in functie, o.a., van het paritair comité waaronder de werknemer van het inschakelingsbedrijf ressorteert en de bedrijfscategorie in de zin van artikel 2, § 1, 5°.

De toelage voldoet aan de bepalingen van de "R.G.E.C." m.b.t. de loonkost, de in aanmerking komende kosten en de intensiteit van de steun alsook de regels i.v.m. de cumulatie van steun bedoeld in artikel 7 van de "R.G.E.C."

Art. 9. De Regering kan aan het inschakelingsbedrijf dat belast is met het beheer van een "S.I.E.G." (dienst van algemeen economisch belang) een toelage toekennen die bestemd is voor een sociale begeleidingsopdracht van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers.

Deze toelage van maximum 100.000 euro is o.m. evenredig met het aantal kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers en wordt in voltijds equivalenten berekend.

In afwijking van artikel 1, eerste lid, 1 en 2, worden voor de berekening van deze toelage gelijkgesteld met kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers, de werknemers die sinds maximum twaalf maanden zijn tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst in het inschakelingsbedrijf, op de datum van indiening van de eerste erkenningsaanvraag als inschakelingsbedrijf en die op het ogenblik van hun eerste aanwerving binnen het inschakelingsbedrijf aan de omschrijving van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers voldeden.

De toelage wordt toegekend overeenkomstig het *minimis* Reglement voor de "S.I.E.G."

De Regering is gemachtigd om de toepassingsmodaliteiten i.v.m. lid 1, 2, 3 en 4 nader te bepalen.

Art. 10. Tijdens de periode van toekenning van de toelagen moet het erkende inschakelingsbedrijf om de toelage te krijgen :

1° het bewijs leveren dat de krachtens artikel 2 genomen verbintenissen worden nageleefd;

2° de verplichtingen i.v.m. het statuut van een vennootschap met een sociaal oogmerk naleven;

3° het bewijs leveren dat de toelage de bepalingen van het minimis-Reglement voor de "S.I.E.G." in acht neemt.;

4° een boekhouding erop nahouden die conform is met het minimum genormaliseerde boekhoudplan van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

5° de werknemers, onverminderd een regelingsloon dat voor hen gunstiger zou zijn, een bezoldiging toekennen die minstens gelijk is aan de bezoldiging die is vastgelegd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten die al naargelang het geval op interprofessioneel, sectoraal, subsectoraal of ondernemingsniveau zijn afgesloten, daarbij inbegrepen de loonsverhogingen, het vakantiegeld en de andere voordelen die van toepassing zijn bij bedoelde werkgevers;

6° overeenkomstig de paragrafen 4 en 5 van artikel 40 van de "R.G.E.C." het globale tewerkstellingsvolume t.o.v. het referentiepeil verhogen en deze verhoging tijdens een periode van minstens drie jaar handhaven na de periode van steuntoekenning zoals omschreven in artikel 8;

7° voldoen aan de verplichtingen die voorgeschreven zijn bij de sociale fiscale en milieuwetgevingen en reglementeringen en aan degene die de uitoefening van zijn activiteit regelen of de verbintenis aangaan om zich met de wet in overeenstemming te brengen binnen de termijnen vastgelegd door de bevoegde administratie;

8° beschikken over een minimaal startkapitaal van 18.600 euro, wat betreft de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid met een sociaal oogmerk;

9° geen bedrijf in financiële moeilijkheden zijn, namelijk :

a) in het geval van een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid : wanneer meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal is verdwenen en meer dan een kwart van dit kapitaal tijdens de afgelopen twaalf maanden is verloren gegaan, of

b) in het geval van een vennootschap waarvan ten minste enkele vennoten onbeperkte aansprakelijkheid voor de schulden van de vennootschap hebben : wanneer meer dan de helft van het eigen vermogen, zoals in de jaarrekening van de vennootschap wordt vermeld, is verdwenen en meer dan een kwart van dit vermogen tijdens de afgelopen twaalf maanden is verloren gegaan, of

c) voor alle ondernemingsvormen : wanneer de onderneming volgens het nationale recht aan de voorwaarden voldoet om aan een collectieve insolventieprocedure te worden onderworpen;

10° kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers in dienst nemen in het kader van een arbeidsovereenkomst afgesloten voor een voltijdse of een deeltijdse betrekking die minstens gelijk is aan een halftijdse betrekking, met een bepaalde duur, op voorwaarde dat er binnen de 6 maanden een overeenkomst van onbepaalde duur wordt gesloten, voor een onbepaalde duur of met het oog op een vervanging die conform is aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

11° een brede informatie verstrekken over elk element van de beslissingen tot toekenning van de toelagen, de motieven en wijze van uitbetaling van de toelagen toegekend aan de ondernemingsraad, de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek, aan de betrokken werknemers;

12° jaarlijks uiterlijk voor 15 juli van het jaar volgend op de gerapporteerde activiteit een rapport overmaken aan de door de Regering aangewezen diensten;

13° aangesloten zijn bij een erkend sociaal secretariaat en daarvoor over een jaarlijkse toelage van maximum 1.500 euro beschikken die de nodige bewijskrachtige gegevens moet verstrekken aan de diensten aangewezen door de Regering om de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9 te behouden en te betalen;

14° niet het voorwerp uitmaken van een bevel tot recuperatie na een beslissing van de Europese Commissie waarin steun die het bedrijf ontvangen heeft met de gemeenschappelijke markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard;

15° een opleidingsaanbod aanbieden aan zijn beheerders en begeleidingspersoneel om hun opdrachten en het opnemen van hun verantwoordelijkheid binnen het inschakelingsbedrijf te steunen.

Als aanvulling op punt 9° van het eerste lid, wordt een inschakelingsbedrijf dat sinds minder dan drie jaar als vennootschap opgericht is niet beschouwd als een bedrijf in moeilijkheden wat die periode betreft, tenzij het voldoet aan de voorwaarden vermeld in het eerste lid, c)

In afwijking van punt 13° van het eerste lid kan het erkend inschakelingsbedrijf bedoeld in artikel 2, § 1, 5°, b), beroep doen op een dienst belast met het beheer van de human resources die onder een plaatselijk bestuur ressorteert in de zin van artikel 1, eerste lid, 9°, en daarvoor beschikken over een jaarlijkse toelage van maximum 1.500 euro die de nodige bewijskrachtige gegevens moet verstrekken aan de diensten aangewezen door de Regering om de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9 te behouden en te betalen.

In afwijking van punt 13° van het eerste lid, kan het inschakelingsbedrijf erkend krachtens het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden of, desgevallend, krachtens het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, dat sinds minstens zes maanden vóór de inwerkingtreding van dit decreet, over een interne dienst voor sociaal secretariaat beschikte en dat de garanties verleent dat het in staat is om aan de diensten aangewezen door de Regering de nodige bewijskrachtige gegevens te verstrekken voor het behoud en het betalen van de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9, deze dienst gebruiken om deze gegevens te verstrekken volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

De Regering is gemachtigd om de toepassingsmodaliteiten i.v.m. de punten 1°, 2°, 3°, 6°, 12° en 15° van het eerste lid nader te bepalen.

Art. 11. De toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9 worden jaarlijks in januari geïndexeerd door de waarde van de toelagen van het vorige jaar te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het vorige jaar, verdeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het jaar vóór het vorige jaar.

Deze indexering mag echter niet hoger zijn dan de groeivoet van het begrotingskrediet van het lopende jaar betreffende de toelagen bedoeld in de artikelen 8 en 9.

Art. 12. De modaliteiten voor de uitbetaling van de toelagen bedoeld in de artikelen 8, 9, 10, eerste lid, 13°, en derde lid, worden door de Regering bepaald.

De toelagen kunnen niet uitbetaald worden in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van het erkend inschakelingsbedrijf.

Art. 13. Het erkend inschakelingsbedrijf dient zijn aanvraag om toelagen in volgens de vormen en de modaliteiten die de Regering bepaalt.

De Regering bepaalt de procedure, de modaliteiten voor het onderzoek en de evaluatie van de aanvragen om toelagen door de diensten die zij aanwijst.

De Regering neemt de beslissingen t.o.v. de aanvragen om toelagen volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

HOOFDSTUK V. — *Controle, toezicht en terugvordering*

Art. 14. Bij niet naleving van de verplichtingen uitgevaardigd krachtens dit decreet of de verplichtingen vervat in de individuele beslissing tot toekenning kan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt :

1° de toelagen geheel of gedeeltelijk opschorten voor een termijn die het erkend inschakelingsbedrijf in de mogelijkheid stelt om zijn niet-nageleefde verplichtingen na te komen;

2° de toelagen geheel of gedeeltelijk intrekken in evenredigheid met de vastgestelde overtredingen;

3° de beslissing tot toekenning van de toelagen intrekken;

4° de beslissing tot toekenning van de toelagen intrekken en de terugbetaling van de toelagen geheel of gedeeltelijk vragen aan het erkend inschakelingsbedrijf.

De Regering bepaalt de procedure voor de terugvordering van de onterecht gestorte toelagen.

De door de Regering aangewezen diensten worden ermee belast de ten onrechte betaalde toelagen met alle rechtsmiddelen terug te vorderen, met inbegrip van de compensatie.

Art. 15. De toelagen worden ook terugbetaald :

1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van het erkend inschakelingsbedrijf;

2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door het erkend inschakelingsbedrijf van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de toelagen, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

Art. 16. § 1. De Regering kan afwijken van artikel 14 door de toelagen in stand te houden :

1° in het geval waarin de niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2 en 10 toe te schrijven is aan abnormale en onvoorziene omstandigheden die vreemd zijn aan diegene die ze inroept en waarvan de gevolgen onvermijdelijk blijken te zijn ondanks alle gedane inspanningen;

2° in het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in de gevallen bedoeld in de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, indien de bedrijvigheid van het erkend inschakelingsbedrijf in het Waalse Gewest voortgezet wordt en de verkregen toelagen, evenals de werknemers overgedragen worden naar een ander erkend inschakelingsbedrijf.

§ 2. De Regering kan afwijken van artikel 14 :

1° in de gevallen waarin de feiten die tot teruggave aanleiding geven, niet ontstaan zijn uit een fout of een vrijwillige handeling van het erkend inschakelingsbedrijf of diens aandeelhouders, door de terugbetaling van de toelagen te beperken volgens de criteria die zij bepaalt;

2° door geheel of gedeeltelijk af te zien van de terugbetaling van de toelagen indien de kostprijs verbonden aan die terugvordering hoger dreigt te zijn dan de terug te vorderen bedragen.

Art. 17. De Regering legt jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief verslag i.v.m. de uitvoering van dit decreet over aan de "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse Raad voor Sociale Economie) en aan het Waalse Parlement dat zij, in de zin van de "R.G.E.C.", aanpast aan de Europese Commissie.

Art. 18. De controle en het toezicht van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten worden uitgevoerd volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en door de diensten die zij aanwijst.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 19. Punt 1° van het eerste lid van artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie wordt vervangen als volgt :

" 1° het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;";

Art. 20. Littera a), van punt 1° van artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

" a) het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;";

Art. 21. Het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden, wordt opgeheven.

Art. 22. De inschakelingsbedrijven erkend krachtens het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden of in het kader van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, blijven tijdens de duur van hun erkenning in aanmerking komen voor de bepalingen van deze decreten tot de kennisgeving van de beslissing betreffende hun erkenningsaanvraag in het kader van dit decreet, voor zover zij krachtens dit decreet een volledig dossier van erkenningsaanvraag indienen binnen zes maanden vanaf de inwerkingtreding van het decreet.

De inschakelingsbedrijven erkend krachtens het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden of in het kader van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd en waarvan de erkenning eindigt binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet, blijven tot het einde van hun erkenning in aanmerking komen voor de bepalingen van deze decreten en komen, desgevallend, in aanmerking voor een uitwerking van hun erkenning met terugwerkende kracht in het kader van dit decreet voor zover zij krachtens dit decreet een volledig dossier van erkenningsaanvraag indienen binnen drie maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet en dat ze de erkenningsvoorwaarden effectief naleven.

Art. 23. De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt en uiterlijk op 31 januari 2013. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 19 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement 679 (2012-2013), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 december 2012.

Bespreking.

Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31024]

20 DECEMBRE 2012. — AGRB portant modification de l'arrêté du Gouvernement du 19 juin 2008 portant le règlement général du Fonds bruxellois de garantie et abrogeant l'arrêté du 5 avril 2004 portant le règlement général du Fonds bruxellois de garantie

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du Traité;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 avril 1999, modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et portant création du Fonds bruxellois de Garantie,

Vu l'arrêté du 5 avril 2004 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le règlement général du Fonds bruxellois de garantie, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 23 septembre 2004,

Vu l'arrêté du 19 juin 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le règlement général du Fonds bruxellois de garantie,

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31024]

20 DECEMBER 2012. — BBHR van houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juni 2008 houdende het algemeen reglement van het brussels waarborgfonds en tot opheffing van het besluit van 5 april 2004 houdende het algemeen reglement van het brussels waarborgfonds

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008, waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 april 1999 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en houdende oprichting van het Brussels waarborgfonds,

Gelet op het besluit van 5 april 2004 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het algemeen reglement van het Brussels waarborgfonds, zoals gewijzigd door het besluit van 23 september 2004,

Gelet op het besluit van 19 juni 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het algemeen reglement van het Brussels waarborgfonds,